

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 19 MARS 1919.

Proposition de loi complétant la loi du 20 juin 1873 sur les chèques (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DE LIMBURG STIRUM

MESSIEURS:

Il serait possible de soutenir qu'une loi n'est pas nécessaire en Belgique pour y introduire l'emploi du chèque barré. Certes. Et, en fait, on s'en sert, bien que sur une échelle infinitésimale.

On ne pourrait néanmoins assez louer l'initiative qu'a prise M. E. Tibbaut.

Il importe, en effet, de régler les conditions d'emploi de ce mode de paiement et les responsabilités encourues par ceux qui méconnaîtraient la volonté des tireurs; il est non moins utile de faire connaître ses avantages au public, en consacrant son existence légale.

Connu, et vivement prôné, le chèque barré est ignoré en pratique. Il est à espérer que le vote des Chambres, aidé par la bonne volonté des grands établissements de crédit, permettra de lui faire produire sa pleine utilité économique et sociale.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les services rendus par le chèque barré en tant que mode de paiement économisant la monnaie, ni sur le progrès qu'il marque dans la voie du règlement des créances par compensation; il est le véritable instrument du *Clearing House*. Rappelés dans les développements du projet de loi, ces avantages sont classiques.

(1) Projet de loi, n° 30 (session de 1912-1913).

(2) La Commission était composée de MM. LIERAERT, président, HORLAIT, MECHELYNCK, MÉLOT, THÉODOR, DE LIMBURG STIRUM et VERACHTERT.

Par contre, nous croyons devoir mettre fortement en lumière la sécurité produite par son emploi. Il est admis qu'elle est au moins égale à celle du mandat-poste, tout en ayant sur celui-ci l'avantage de l'économie des frais. Le payeur y trouve tout bénéfice. Au moment où la proposition de M. Tibbaut était faite, on pouvait regretter qu'un si précieux instrument de transactions ne fut pas à la portée de la petite bourgeoisie industrielle et commerciale des bourgs de province et des agriculteurs éloignés des banques. Aujourd'hui, à côté du chèque postal, la diffusion des agences bancaires jusque dans les plus petites villes permet à tous d'avoir un compte-chèque.

Mais à côté de l'intérêt bien entendu des payeurs, il n'est pas inutile de considérer celui des intermédiaires qui se confond d'ailleurs avec lui. Et ici, il ne s'agit plus malheureusement d'une simple économie d'argent, mais encore d'une épargne de vies humaines.

Le 7 octobre 1910, M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, ému par les « risques inhérents à la manipulation et à la conservation d'une encaisse », envoyait aux directeurs de ses agences une circulaire attirant leur attention sur l'utilité et la facilité de domicilier en banque les effets souscrits ou acceptés par les titulaires des comptes courants. Il y signalait incidemment comme moyen d'arriver au même but une législation au profit du chèque barré.

Le gouverneur de la Banque de France indiquait donc les deux grands modes de libération des engagements commerciaux, le chèque pour le payeur ayant des fonds disponibles, l'emploi de la lettre de change pour celui qui doit recourir à l'escompte. Dans ce dernier cas, la sécurité se trouve dans la domiciliation des effets à payer; c'est à l'initiative des banques qu'il appartient de le propager et d'en faire comprendre les avantages; dans le premier cas, il est du devoir de la législation de pourvoir aux vœux des organismes économiques et aux besoins du public.

Peut-on nier que le souci de sécurité qui inquiétait, en 1910, l'éminent chef de la Banque de France ne se soit point aggravé depuis lors? En 1912, l'Union des banquiers de Paris et de la province, représentant 71 maisons de banque, attirait l'attention de ses clients sur les dangers multiples qui résultent des transports d'espèces. Et M. Pallain, se félicitant de l'heureuse intervention de l'Union, en profitait pour appeler de nouveau l'attention sur tous les modes de règlement par écritures (virements, chèques barrés, domiciliations, compensations).

En Belgique, depuis longtemps, de bons esprits ont souhaité le progrès des moyens de libération. Dès 1872, Auguste Couvreur lançait cet aphorisme énergique : « Le billet de banque est à ces formes multiples : écritures de compensation, virements, accreditifs, comptes courants avec chèques, etc., ce que la patache est aux chemins de fer. » M. Van der Smissen, l'éminent professeur de Liège, à qui nous empruntons cette citation, nous dit encore les efforts de J. Malou et les larges vues d'avenir qu'il avait sur cette matière ⁽¹⁾.

(1) VAN DER SMISSEN, *Le chèque et la compensation*, p. 62. Bruxelles. Falk fils, 1902.

Sans nous arrêter aux travaux nombreux des économistes, nous constatons que des organismes représentatifs, telles l'Union syndicale de Bruxelles, ont réclamé le vote du projet de loi qui nous est soumis ⁽¹⁾.

Nous croyons donc le moment venu de donner cet instrument au commerce, instrument qui, sans être l'égide donnant l'invulnérabilité, diminuera du moins d'une chance les périls menaçant ses modestes auxiliaires : encaisseurs, garçons de recettes, commis, facteurs ruraux.

Peut-on nier que ces considérations déjà écrites à la veille de la guerre n'aient acquis un intérêt particulier dans la situation actuelle ?

La sécurité n'est pas rétablie, les moyens de communication sont pour longtemps insuffisants pour les besoins du pays, notre régime financier est complètement bouleversé.

Il est du devoir des pouvoirs publics de prendre toutes mesures utiles pour réduire la circulation fiduciaire. Parmi celles-ci une des plus efficaces, si l'éducation du public le permettait, est certes le règlement des engagements par compensation sans déplacement d'espèces.

C'est pourquoi la Commission spéciale a cru qu'il convient de régler le statut des instruments de compensation, sans prétendre reviser dès maintenant la législation complète sur le chèque, d'après le projet déposé en 1914 par le Gouvernement, projet dont l'importance ne permettait pas la discussion dans la session actuelle.

Le projet de loi, dû à l'initiative parlementaire, s'est inspiré des actes de la deuxième Conférence de La Haye d'où procède le projet du Gouvernement.

Il n'y a donc pas, comme le constate le rapport de la Commission extra-parlementaire, annexé au projet du Gouvernement, d'antinomie entre eux.

Mais il a paru nécessaire de prendre, dès maintenant, certaines dispositions adaptant complètement le projet restreint au projet du Gouvernement.

C'est d'abord la restriction de la qualité de tiré aux seuls banquiers, avec la définition nette de cette profession.

C'est ensuite l'adoption, à côté du chèque barré, du chèque portant la mention « à porter en compte », instrument exclusif de compensation, qui s'adaptera mieux que tout autre à un des besoins de l'heure présente : la possibilité pour les déposants de marks d'utiliser leur avoir en compte B.

La Commission spéciale a donc l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi avec les additions empruntées au système du Gouvernement.

Le Rapporteur,
DE LIMBURG STIRUM.

Le Président,
JUL. LIEBAERT.

⁽¹⁾ Union syndicale. Chambre de commerce de Bruxelles, Rapport 1910, p. 16

**TEXTE AMENDÉ
PAR LA COMMISSION.**

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 20 juin 1873 sur les chèques est complétée par les dispositions suivantes :

ART. 7. — Le chèque traversé au recto de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

ART. 8. — Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation, ou seulement la mention « et compagnie »; il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement, ainsi que le nom du banquier désigné.

ART. 9. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial,

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
GEWIJZIGD.**

EENIG ARTIKEL.

De wet van 20 Juni 1873 op de checks wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

ART. 7. — De check, met twee evenwijdige dwarsstrepen doorgehaald, is enkel betaalbaar aan een bankier; zij mag alleen worden getrokken op een bankier.

De doorhaling kan worden gedaan door den trekker of door een toonder.

ART. 8. — De doorhaling kan algemeen zijn of bijzonder.

De doorhaling is algemeen, indien zij geen enkel aanwijzing draagt tusschen de twee dwarsstrepen, of enkel de vermelding « en compagnie »; zij is bijzonder, indien de naam van een bankier geschreven staat tusschen de twee dwarsstrepen.

De algemeene doorhaling kan worden veranderd in bijzondere doorhaling.

De check met bijzondere doorhaling kan alleen worden aangeboden door den aangewezen bankier. Echter, indien deze niet zelf incasseert, kan hij eene tweede doorhaling doen op naam van een anderen bankier.

Het is den toonder verboden de doorhaling uit te wisschen, evenmin als den naam van den aangewezen bankier.

ART. 9. — De betrokkene, die de doorgehaalde check betaalt aan een persoon, andere dan de bankier, indien de doorhaling algemeen is, of aan een persoon, andere dan de aangewezen bankier,

est responsable s'il y a lieu, du préjudice causé, sans que les dommages intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

ART. 10. — La remise d'un chèque à une Chambre de compensation vaut présentation au tiré qui y est représenté.

Le protêt faute de paiement d'un chèque peut être remplacé, à la demande du porteur, par une déclaration de la Chambre de compensation, attestant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation.

Cette déclaration inscrite sur le chèque est datée et signée par le directeur de la Chambre de compensation ou son délégué.

Elle est exempte de la formalité de l'enregistrement.

ART. 11 (art. 29 du projet du Gouvernement). — *Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peuvent défendre qu'on paie le chèque en espèces, en inscrivant, au recto, la mention transversale : « à porter en compte », ou une expression équivalente.*

Dans ce cas, le chèque ne peut donner lieu qu'à un règlement par écritures (crédit en compte, virement, ou compensation). Le règlement par écriture vaut paiement.

La stipulation « à porter en compte » ne peut pas être révoquée.

L'inobservation de cette stipulation rend le tiré responsable du préjudice causé sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

ART. 12 (art. 6 du projet du Gouvernement). — *Sont considérés comme banquiers pour l'application de la présente loi :*

1° Les commerçants qui ont payé patente de banquiers ;

indien het eene bijzondere doorhaling geldt, is, indien daarvoor gronden aanwezig zijn, voor de veroorzaakte schade aansprakelijk, zonder dat de schadeloosstelling het bedrag van de check mag overschrijden.

ART. 10. — De afgifte van eene check aan eene Compensatiekamer geldt als aanbidding aan den betrokkene die er vertegenwoordigd is.

Het protest, bij gebrek van betaling van eene check, kan, op aanvraag van den toonder, worden vervangen door eene verklaring van de Compensatiekamer, bevestigende dat de check werd afgegeven vóór het eindigen van den termijn van aanbidding.

Deze verklaring, op de check geschreven, wordt gedagteekend en onder-teekend door den bestuurder der Compensatiekamer of zijnen afgevaardigde. Zij is vrijgesteld van de formaliteit der registratie.

ART. 11 (art. 29 van het ontwerp der Regeering). — *De afgever, alsmede elk houder van eene check kan verbieden dat de check in specie worde betaald; daartoe schrijft hij dwars over de voorzijde de woorden : « ter verrekening » of eene uitdrukking van gelijke beteekenis.*

In dat geval kan de check slechts aanleiding geven tot eene boekafrekening (credit der rekening, overschrijving of schuldvergelijking). De boekafrekening geldt als betaling.

Het beding « ter verrekening » kan niet ingetrokken worden.

Wegens het niet nakomen van dit beding is de betrokkene aansprakelijk voor de veroorzaakte schade, zonder dat de schadeloosstelling het bedrag van de check mag overschrijden.

ART. 12 (art. 6 van het ontwerp der Regeering). — *Voor de toepassing van deze wet worden als bankiers aangezien :*

1° De kooplieden die een bankierspatent hebben betaald ;

2° *Les sociétés anonymes et en commandite par actions qui, d'après leurs statuts, ont pour objet des opérations de banque ;*

3° *Les établissements administrés par l'État ou placés sous son contrôle et qui, d'après leurs statuts ou règlements, ont dans leurs attributions des opérations de banque.*

2° *De naamlooze vennootschappen en de vennootschappen bij wijze van geldschieting op aandelen, die, volgens hare statuten, bankverrichtingen ten doel hebben ;*

3° *De door den Staat beheerde of onder Staatstoezicht staande instellingen, die, volgens hare statuten of reglementen, het doen van bankverrichtingen tot hare bevoegdheid hebben.*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MAART 1919.

Wetsvoorstel tot aanvulling der wet van 20 Juni 1873 op de checks (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DE LIMBURG STIRUM.

MIJNE HEEREN,

Het ware mogelijk te beweren dat in België geene wet noodig is om er het gebruik van de gekruiste check in te voeren. Werkelijk is zij er in gebruik, al zij het in een uiterst geringe mate.

Nochtans kan het initiatief van den heer E. Tibbaut niet genoeg geprezen worden.

Het is althans nuttig, de voorwaarden voor het aanwenden dier betalingswijze te regelen alsook de verantwoordelijkheid dergenen, die den wil der afgevers van checks zouden miskennen; het is evenzoo nuttig, aan het publiek de voordeelen er van te doen kennen door het wettig bestaan der check te verzekeren.

Alhoewel bekend en vurig aangeprezen zijnde, wordt de gekruiste check in de practijk over 't hoofd gezien. Het is wenschelijk dat de stemming der Kamers, gesteund door den goeden wil der groote credietinrichtingen, zal toelaten haar volle economisch en maatschappelijk nut te doen opleveren.

Onnoodig nog te spreken van de diensten, bewezen door de gekruiste check als betalingsmiddel dat het geld spaart, noch van den vooruitgang,

(1) Wetsvoorstel, n^o 50 (zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren LIEBAERT, *voorzitter*, HORLAIT, MECHELYNCK, MÉLOT, THÉODOR, DE LIMBURG STIRUM en VERACHTERT.

dien zij vaststelt tot betaling der schuldvorderingen door vergelijking; zij is het wezenlijk werktuig van het *Clearing House*. Die voordeelen, in de toelichting van het wetsontwerp in herinnering gebracht, zijn classiek geworden.

Daarenboven meenen wij sterk te moeten doen uitschijnen hoe veilig haar gebruik is. Het is erkend, dat het zoo veilig is als dat van het post-mandaat en dan nog daarenboven het voordeel oplevert dat het de kosten spaart. De betaler heeft er alles bij te winnen. Op het oogenblik dat de heer Tibbaut zijn voorstel indiende, kon men betreuren dat een zoo kostbaar middel tot omzet niet in het bereik was van den industrieelen en handeldrijvenden middenstand onzer gemeenten op het platteland en van de landbouwers verwijderd van de banken. Thans kunnen allen, dank zij het bestaan van bankagentschappen tot in de kleinste steden, benevens de post-check eene check-rekening hebben.

Maar nevens het goed begrepen belang der betalers mag ook dat der bemiddelaars worden beschouwd, dat overigens hetzelfde is. En hier geldt het ongelukkig niet alleen een eenvoudig sparen van geld, maar daarenboven een sparen van menschenlevens.

De heer Pallain, Gouverneur der *Banque de France*, ontroerd door « de gevaren verbonden aan het behandelen en bewaren van eenen kasvoorraad », zond, op 7 October 1910, aan de bestuurders zijner agentschappen eenen omzendbrief, hunne aandacht vestigend op het nut en het gemak om de wissels, door de titularissen van rekeningen-courant onder te tekenen of geaccepteerd, ter Bank te domicilieren. Terloops gaf hij daarin als middel aan om hetzelfde doel te bereiken, eene wet ten bate van de gekruiste check.

De gouverneur der *Banque de France* wees dus op de twee groote middelen van kwijting der handelsverbintenissen, de check voor den betaler die beschikbare gelden heeft, het gebruik van den wissel voor hem die tot het disconto zijne toevlucht moet nemen. In dit laatste geval, bestaat de veiligheid in het domicilieren der te betalen wissels; het initiatief der banken dient dat te bevorderen en de voordeelen er van te doen uitschijnen; in het eerste geval, is het de plicht der wetgeving te voldoen aan de wenschen der economische inrichtingen en aan de behoeften van het publiek.

Kan men loochenen dat de bezorgdheid om veiligheid, die, in 1910, het uitstekend hoofd der *Banque de France* vervulde, sedertdien niet erger is geworden? In 1912 vestigde de *Union des Banquiers de Paris et de la province*, die 71 bankhuizen vertegenwoordigt, de aandacht harer klanten op de menigvuldige gevaren, die uit het vervoeren van gelden voortspruiten. En de heer Pallain, zijne tevredenheid betuigend over de gelukkige tusschenkomst der Unie, nam die gelegenheid te baat om opnieuw de opmerkzaamheid op te wekken aangaande al de wijzen van regeling door geschriften (giro-verkeer, gekruiste checks, domiciliatie, schuldvergelijking).

In België hebben, sedert lang, verstandige mannen den vooruitgang der

veelvuldige kwijtingen gewenscht. Vanaf 1872 uitte Aug. Couvreur deze krachtige stelling : « Het bankbiljet is ten aanzien dier veelvuldige vormen : schriften van schuldvergelijking, giro-verkeer, accreditieven, rekeningen-courant met checks, enz., wat de rammelkast ten aanzien der spoorwegen is. » De heer Van der Smissen, de uitstekende professor te Luik, wien wij dit citaat ontleenen, spreekt nog van de pogingen van J. Malou en de ruime inzichten die hij in die zaken voor de toekomst had ⁽¹⁾.

Zonder ons bij de talrijke werkzaamheden der économisten op te houden, zullen wij opmerken dat inrichtingen van vertegenwoordigenden aard, zooals de *Union syndicale* te Brussel, de goedkeuring van het ons onderworpen voorstel vroegen ⁽²⁾.

Wij achten dus het oogenblik gekomen om aan den handel dat werktuig te schenken, welk, zonder volle onschendbaarheid te verstrekken, ten minste met ééne kans de gevaren zal verminderen die zijne bescheiden helpers, incasseerders, kassiersknechten, klerken, brievendragers op het platteland, bedreigen.

Kan men loochenen dat die beschouwingen, reeds kort vóór den oorlog geschreven, in den huidige toestand eene bijzondere belangstelling verdienen?

De veiligheid is niet hersteld, de verkeersmiddelen zijn voor langen tijd ontoereikend voor de behoeften des lands, ons financiestelsel ligt gansch het onderst boven.

De openbare machten hebben tot plicht alle nuttige maatregelen te nemen om den omloop van papiergeld te verminderen. Een der doelmatigste onder deze, indien de opvoeding van het publiek zulks toeliet, is zeker de regeling der verbintenissen bij wijze van vergelijking zonder verplaatsing van specie.

Daarom heeft de Bijzondere Commissie geoordeeld dat het past den status van de vergelijkingsmiddelen te regelen, zonder van nu af de volledige wetgeving op de check te willen herzien volgens het ontwerp, in 1914 door de Regeering voorgelegd, — ontwerp te gewichtig om in dit zittingsjaar behandeld te kunnen worden.

Het wetsvoorstel, dat van Parlementsleden uitging, steunde op de akten der tweede Conferentie van den Haag, waaruit het ontwerp der Regeering voortspuit.

Er bestaat dus geene strijdigheid tusschen die stukken, zooals het vastgesteld wordt in het verslag der buiten het Parlement benoemde Commissie, dat bij het ontwerp der Regeering is gevoegd.

Het scheen echter noodzakelijk, van nu af sommige bepalingen in te voeren, die met het beperkt ontwerp der Regeering geheel overeenstemmen.

Vooreerst, de beperking der hoedanigheid van betrokkene tot de bankiers alleen, met de juiste bepaling van dit beroep.

⁽¹⁾ VAN DER SMISSEN. *Le chèque et la compensation*, blz. 62, Brussel, Falk zoon, 1902.

⁽²⁾ *Union syndicale*. Handelskamer van Brussel, Verslag 1910, blz. 16.

Verder, de aanneming, nevens de gekruiste check, van de check waarop staat : « ter verrekening », uitsluitend middel van schuldvergelijking, dat zich beter dan welk ander aan de behoeften van dezen tijd zal aanpassen : de mogelijkheid, voor hen die marken in bewaring geven, hun vermogen op rekening *B* te benuttigen.

De Bijzondere Commissie heeft dus de eer u te verzoeken het wetsvoorstel aan te nemen met de toevoegingen ontleend aan het stelsel der Regeering.

De Verslaggever,
DE LIMBURG STIRUM.

De Voorzitter,
JUL. LIEBAERT.

**TEXTE AMENDÉ
PAR LA COMMISSION.**

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 20 juin 1873 sur les chèques est complétée par les dispositions suivantes :

ART. 7. — Le chèque traversé au recto de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

ART. 8. — Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation, ou seulement la mention « et compagnie »; il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement, ainsi que le nom du banquier désigné.

ART. 9. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial,

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
GEWIJZIGD.**

EENIG ARTIKEL.

De wet van 20 Juni 1873 op de checks wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

ART. 7. — De check, met twee evenwijdige dwarsstrepen doorgehaald, is enkel betaalbaar aan een bankier; zij mag alleen worden getrokken op een bankier.

De doorhaling kan worden gedaan door den trekker of door een toonder.

ART. 8. — De doorhaling kan algemeen zijn of bijzonder.

De doorhaling is algemeen, indien zij geen enkel aanwijzing draagt tusschen de twee dwarsstrepen, of enkel de vermelding « en compagnie »; zij is bijzonder, indien de naam van een bankier geschreven staat tusschen de twee dwarsstrepen.

De algemeene doorhaling kan worden veranderd in bijzondere doorhaling.

De check met bijzondere doorhaling kan alleen worden aangeboden door den aangewezen bankier. Echter, indien deze niet zelf incasseert, kan hij eene tweede doorhaling doen op naam van een anderen bankier.

Het is den toonder verboden de doorhaling uit te wisschen, evenmin als den naam van den aangewezen bankier.

ART. 9. — De betrokkene, die de doorgehaalde check betaalt aan een persoon, andere dan de bankier, indien de doorhaling algemeen is, of aan een persoon, andere dan de aangewezen bankier,

est responsable s'il y a lieu, du préjudice causé, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

ART. 10. — La remise d'un chèque à une Chambre de compensation vaut présentation au tiré qui y est représenté.

Le protêt faute de paiement d'un chèque peut être remplacé, à la demande du porteur, par une déclaration de la Chambre de compensation, attestant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation.

Cette déclaration inscrite sur le chèque est datée et signée par le directeur de la Chambre de compensation ou son délégué.

Elle est exempte de la formalité de l'enregistrement.

ART. 11 (art. 29 du projet du Gouvernement). — *Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peuvent défendre qu'on paie le chèque en espèces, en inscrivant, au recto, la mention transversale : « à porter en compte », ou une expression équivalente.*

Dans ce cas, le chèque ne peut donner lieu qu'à un règlement par écritures (crédit en compte, virement, ou compensation). Le règlement par écriture vaut paiement.

La stipulation « à porter en compte » ne peut pas être révoquée.

L'inobservation de cette stipulation rend le tiré responsable du préjudice causé sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

ART. 12 (art. 6 du projet du Gouvernement). — *Sont considérés comme banquiers pour l'application de la présente loi :*

1^o *Les commerçants qui ont payé patente de banquiers ;*

indien het eene bijzondere doorhaling geldt, is, indien daarvoor gronden aanwezig zijn, voor de veroorzaakte schade aansprakelijk, zonder dat de schadeloosstelling het bedrag van de check mag overschrijden.

ART. 10. — De afgifte van eene check aan eene Compensatiekamer geldt als aanbidding aan den betrokkene die er vertegenwoordigd is.

Het protest, bij gebrek van betaling van eene check, kan, op aanvraag van den toonder, worden vervangen door eene verklaring van de Compensatiekamer, bevestigende dat de check werd afgegeven vóór het eindigen van den termijn van aanbidding.

Deze verklaring, op de check geschreven, wordt gedagteekend en onder-teekend door den bestuurder der Compensatiekamer of zijnen afgevaardigde.

Zij is vrijgesteld van de formaliteit der registratie.

ART. 11 (art. 29 van het ontwerp der Regeering). — *De afgever, alsmede elk houder van eene check kan verbieden dat de check in specie worde betaald; daartoe schrijft hij dwars over de voorzijde de woorden : « ter verrekening » of eene uitdrukking van gelijke beteekenis.*

In dat geval kan de check slechts aanleiding geven tot eene boekafrekening (credit der rekening, overschrijving of schuldvergelijking). De boekafrekening geldt als betaling.

Het beding « ter verrekening » kan niet ingetrokken worden.

Wegens het niet nakomen van dit beding is de betrokkene aansprakelijk voor de veroorzaakte schade, zonder dat de schadeloosstelling het bedrag van de check mag overschrijden.

ART. 12 (art. 6 van het ontwerp der Regeering). — *Voor de toepassing van deze wet worden als bankiers aangezien :*

1^o *De kooplieden die een bankierspatent hebben betaald ;*

2° *Les sociétés anonymes et en commandite par actions qui, d'après leurs statuts, ont pour objet des opérations de banque ;*

3° *Les établissements administrés par l'État ou placés sous son contrôle et qui, d'après leurs statuts ou règlements, ont dans leurs attributions des opérations de banque.*

2° *De naamlooze vennootschappen en de vennootschappen bij wijze van geldschieting op aandeelen, die, volgens hare statuten, bankverrichtingen ten doel hebben ;*

3° *De door den Staat beheerde of onder Staatstoezicht staande instellingen, die, volgens hare statuten of reglementen, het doen van bankverrichtingen tot hare bevoegdheid hebben.*

~~modifications~~